



Colloque inter-régional

Démocratie substantive, Environnement et Durabilité dans les îles de l'Océan Indien

Antananarivo, Madagascar
3 et 4 Mars 2025

Résumé des interventions

En partenariat avec

Table ronde : Genre, Climat et Sociétés

- **Ndrianja Ramangasalama**, Fihavanana malgache et pensée de l'Ubuntu à l'aune de la question du genre, Université de Toliara, Université de Toliara
- **Andonantenaina B. Andréa Ravaviharinosy Joelson**, Équité de Genre et Résilience Climatique : Vers une Société Durable, Entreprise Harena Ecologique, Plateforme Société civile HINA Atsinanana
- **Nadya Nirisoa Randrianandrasana**, La femme Antandroy, résiliente face au changement climatique, Association Miahy
- **Joëlle Ravelomanantsoa**, Madagascar, terrain miné : la corruption comme catalyseur du déficit démocratique, des injustices sociales et du pillage des ressources naturelles Transparency international-Madagascar
- **Tsiry Rambel Andrianisa**, Le care environnemental féminin à Madagascar : de l'invisibilité à la publicisation des savoirs et à la participation décisionnelle, Université d'Antananarivo

Session : Justice sociale, durabilité environnementale et capital immatériel

- **Priscilla Tariro Moyo**, Sustainable Environmental Management through the Courts: The Case of Ministry of Environment and Climate Change - Université des Seychelles
- **Soidri Baco Abdallah**, L'histoire d'une innovation foncière au profit de la justice socio-écologique à Hamavouna - Université des Comores
- **Maminirina Marie Evah Onjharison**, L'enclave minière d'Illakaka, symbole de l'impasse des migrants du sud de Madagascar face aux injustices socio-environnementales, Université d'Antananarivo/ESSA-Forêts
- **Sooriamoorthy Anouchka**, Archipélités démocratiques et démocratie archipélique : quel enseignement tirer de l'insularité? In The Chaos World

SOMMAIRE

Session : Ressources marines et enjeux globaux

- **Joël Randrianandrasana**, Diplomatie maritime et gouvernance des ressources marines : entre enjeux économiques, sécuritaires et souveraineté, Université d'Antsiranana
- **Ny Aro Andriamiarosoa**, La pêche, une opportunité et une menace pour Madagascar ; cas de Maroantsetra, CliMates Madagascar
- **Etienne Bemanaja**, Les ressources marines à Madagascar : Exploitation et gestion durable, Centre National de Recherches Océanographiques (CNRO)
- **Ernest Raveloarison**, Évaluation des impacts économiques de la dégradation environnementale sur la transition vers une économie verte du District de Morombe, Région Atsimo Andrefana, Université de Toliara

Session : Inégalités et mobilisation citoyenne pour la durabilité

- **Bruno Cunniah**, La mobilisation citoyenne face à la crise du MV Wakashio, Université de Maurice
- **Ketakandriana Rafitoson**, Du devoir d'insurrection : une réflexion sur les défis de la mobilisation citoyenne à Madagascar, Transparency International
- **Barkat Bin Saïda Matazaky**, Démystification de la démocratie environnementale à Madagascar pour une transition écologique juste et durable, Alliance Aika
- **Ianjatiana Randrianandrasana**, Pour un accès à l'information, préalable à une participation et une mobilisation citoyenne, Université Catholique de Madagascar

SOMMAIRE

Session : Savoirs locaux, pratiques coutumières et gouvernance inclusive

- **Ahamada Youssouf**, Les liens entre les savoirs locaux et les Objectifs de développement durable dans la région de Mbadjini, Grande Comore, Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique, Comores
- **Roland Rakotovao**, « Anarandray » et « Tanindrazana »: Fondement de l'identité et de l'organisation sociopolitique à Madagascar, Des origines à nos jours, Université d'Antananarivo
- **Melina Henriette Rasoamananjara**, Le « faly » et le « filongoa»: les pratiques coutumières de gouvernance inclusive, Université de Toliara
- **Meja Alisoa Rakotonaivonjaoniriana**, Dynamique foncière et gestion de l'eucalyptus robusta dans le district de Manjakandriana, Université d'Antananarivo

Session : Décentralisation et développement des territoires ruraux

- **Miora Andriamampandra**, Inégalités géographiques et accès inéquitable aux services publics essentiels à Madagascar, Université de Fianarantsoa
- **Guybertho Randrianarivelo**, Un débat fondamental à la base du développement local : COBA, communauté locale de base ou « Fokonolona » pour la gestion décentralisée des ressources naturelles renouvelables?, Université d'Antananarivo
- **Ludovic Rakotoarivelo**, Politiques énergétiques et développement rural à Madagascar : enjeux de soutenabilité et de gouvernance, Centre National de Recherches sur l'Environnement (CNRE)
- **Tahiana Lucette Rakotoarisaona**, Analyse de l'effectivité de la participation publique en évaluation environnementale à Madagascar : Cas du projet d'exportation de sable monazite par la société QIT Madagascar Minerals (QMM) S.A, Université d'Antananarivo

FIHAVANANA MALGACHE ET PENSEE DE L'UBUNTU A L'AUNE DE LA QUESTION DU GENRE

Ndrianja RAMANGASALAMA,
Université de Tuléar

La présente communication s'inscrit dans une perspective de philosophie comparée qui vise à explorer à travers le prisme du genre deux philosophies du Sud. Le Fihavanana (également filongoa dans d'autres parlers) à Madagascar est profondément ancré dans la culture malgache et incarne un certain nombre de valeurs spécifiques à la Grande Ile : en particulier celles de parenté élargie, d'amitié et d'entraide communautaire. De même, la pensée de l'Ubuntu, issue originellement d'Afrique australe, met fortement l'accent sur l'interconnexion et l'humanité. Le propos, en soulignant l'importance de cette interconnexion et du respect mutuel, constate qu'il y a matière à remettre en question les inégalités existant dans nos sociétés africaines et de favoriser l'accès à une société plus inclusive. On doit passer par une réinterprétation continue des concepts majeurs pour réaliser un tel objectif, de même qu'ils doivent pouvoir dialoguer entre eux afin d'aborder efficacement les dynamiques sociales contemporaines. Les sociétés africaines traditionnelles restent souvent dans un cadre où le machisme est enraciné dans les structures patriarcales qui les caractérisent : ce sont les hommes qui détiennent généralement le pouvoir économique et politique, renforçant leur position dominante vis-à-vis des femmes. Notre regard résolument féministe s'appuie sur la conviction que la recherche scientifique ne doit pas toujours être une vision androcentrée, surtout de la part de l'homme que je suis. Bien qu'on y trouve un immense potentiel pour favoriser l'équité entre les sexes, ces deux pensées se heurtent à des difficultés en grande partie d'ordre culturel : les interprétations traditionnelles du fihavanana ou bien une mésinterprétation de ce que prône la pensée de l'Ubuntu est une attitude qui reflète encore, dans la pratique, des valeurs et comportements de type patriarcal. En faisant fi des questions spécifiques de genre, ceux-ci limitent de facto le rôle des femmes au sein de la société. Et pour que se réalise l'équité entre les sexes en exploitant le potentiel immense contenu dans les valeurs du fihavanana comme de l'Ubuntu, il faut repenser à nouveaux frais et de manière critique les deux visions du monde. Il faut d'abord faire preuve de pédagogie et initier à l'étude de ces philosophies par le biais d'une éducation qui combattra les préjugés sexistes. Ces derniers ont des conséquences profondes sur la société en général, et les sociétés africaines en particulier, non seulement en limitant les opportunités pour les femmes mais en affectant également la perception que celles-ci ont de leurs propres capacités. Tout ceci produit un environnement où la violence sexuelle est banalisée et où les droits des femmes sont souvent bafoués et ignorés. Une autre voie, tout aussi

prometteuse et porteuse d'espoir est de savoir revenir à sa propre culture : il faudrait s'inspirer des proverbes et des récits traditionnels malgaches et africains pour mettre en évidence les valeurs d'intégration. Non seulement ce véritable retour aux sources et à ces racines culturelles est une manière de lutter contre les méfaits d'une mondialisation parfois accablante et aliénante mais permet surtout de les actualiser en les adaptant au monde moderne.

Mots-clés : Fihavanana, Ubuntu, Genre, Philosophie comparée

EQUITE DE GENRE ET RESILIENCE CLIMATIQUE : VERS UNE SOCIETE DURABLE

Andonantenaina B.Andréa RAVAVIHARINOSY JOELSON,
HARENA ECOLOGIQUE,
YLS (Youth Leadership Seminar), CEFTAR TAMATAVE, Plateforme Société civile
HINA Atsinana

L'intersection entre l'équité de genre et la résilience climatique est un enjeu crucial pour bâtir une société durable. Alors que les effets du changement climatique se font de plus en plus sentir, il est essentiel de reconnaître que les femmes et les hommes ne sont pas touchés de la même manière par ces crises environnementales. En effet, les femmes, en particulier dans les pays comme Madagascar, sont souvent les plus vulnérables aux impacts du changement climatique en raison de leur rôle traditionnel dans la gestion des ressources naturelles et de leur accès limité aux ressources économiques et décisionnelles. L'équité de genre est un facteur clé pour renforcer la résilience climatique. Les femmes possèdent des connaissances et des compétences uniques en matière de gestion des ressources, transmises de génération en génération. En intégrant ces savoirs dans les stratégies d'adaptation et de mitigation, les sociétés peuvent améliorer leur résilience face aux aléas climatiques, mais aussi promouvoir une approche inclusive et durable. Par exemple, les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture, un secteur particulièrement vulnérable aux changements climatiques. En leur offrant un accès équitable aux terres, aux financements et aux technologies, on peut améliorer la sécurité alimentaire, mais aussi renforcer la capacité des communautés à s'adapter aux changements environnementaux. De plus, l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels liés à la gestion des ressources naturelles et à la planification climatique est essentielle. Les politiques publiques doivent être conçues de manière à garantir la participation active des femmes, en reconnaissant leur rôle en tant qu'agentes de changement. Cela implique la mise en place de mécanismes qui favorisent leur accès à l'éducation, à la formation et aux opportunités économiques. En investissant dans le capital humain des femmes, les sociétés peuvent bénéficier d'une main-d'œuvre plus qualifiée et d'une innovation accrue dans les solutions climatiques. Par ailleurs, la résilience climatique ne peut être atteinte sans une approche systémique qui prend en compte les inégalités de genre. Les crises environnementales exacerbent souvent les inégalités existantes, rendant les femmes encore plus vulnérables. Les politiques de lutte contre le changement climatique doivent donc être accompagnées de mesures visant à réduire ces inégalités. Cela peut inclure des programmes de sensibilisation et de formation sur les droits des femmes, ainsi que des initiatives visant à renforcer leur autonomie économique et sociale.

En conclusion, l'équité de genre et la résilience climatique sont intrinsèquement liées et doivent être abordées de manière intégrée pour construire une société durable. En reconnaissant et en valorisant le rôle des femmes dans la lutte contre le changement climatique, nous pouvons non seulement améliorer la résilience des communautés, mais aussi favoriser un développement durable qui bénéficie à tous. C'est en unissant nos efforts pour promouvoir l'égalité des sexes et la durabilité environnementale que nous pourrons relever les défis du XXI^e siècle et bâtir un avenir meilleur pour les générations à venir.

LA FEMME ANTANDROY, RESILIENTE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nadya Nirisoa RANDRIANANDRASANA,
Association Miahly

Dans le Sud de Madagascar, plus spécifiquement la Région Androy, le changement climatique a rendu la vie de la population encore plus rude qu'elle ne l'est déjà. La femme antandroy, de par les pratiques et coutumes traditionnelles, a plusieurs responsabilités dans le foyer, notamment l'éducation des enfants, les activités agricoles et la gestion des ressources naturelles entre autres. La question de polygamie est plus une question économique qu'autre chose pour l'homme. La femme est une pièce maîtresse dans la survie des ménages et elle est le pilier de la famille, même si officiellement, cette société est d'origine patriarcale.

Mots-clés : Femme, Résilience, Leadership, Changement climatique

MADAGASCAR, TERRAIN MINE : LA CORRUPTION COMME CATALYSEUR DU DEFICIT DEMOCRATIQUE, DES INJUSTICES SOCIALES ET DU PILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES

Joëlle RAVELOMANANTSOA, Faramalala ANDRIAMPARANY, Valéry RAMAHERISON,
Mialisoa RANDRIAMAMPINANINA, Shely ANDRIAMIHAJA, Ketakandriana RAFITOSON,
Transparency International Madagascar

Madagascar est à la fois l'un des pays les plus riches en ressources naturelles et en biodiversité de la planète, mais aussi d'un des plus appauvris. Appauvri et non pauvre, car cette situation résulte d'un mécanisme de prédation délibérément entretenus par une minorité de nantis, au cœur duquel siège la corruption. La présente communication vise à explorer les liens entre corruption, déficit démocratique, pillage des ressources naturelles et injustices sociales – au pluriel, car englobant une variété de phénomènes. En se basant sur les travaux de recherche et les investigations menées par deux organisations majeures de la société civile malgache – Transparency International Initiative Madagascar (TI-MG) et Publiez Ce Que Vous Payez Madagascar (PCQVP MG), elle s'attèle à démontrer les impacts de la corruption sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement dans le pays. Le tout dans un contexte de dépérissement démocratique dans lequel les droits et libertés fondamentales sont bafoués, et où les déséquilibres de pouvoir favorisent l'éclatement d'une société déjà exsangue. Pour ce faire, deux cas emblématiques illustrant les liens étroits entre corruption, exclusion démocratique et destruction des ressources naturelles sont étudiés : celui de la mine de QMM et celui du projet d'autoroute reliant Antananarivo à Toamasina. D'une part, des recherches indépendantes ont révélé la contamination des eaux environnant le site de Mandena par des métaux lourds et des éléments radioactifs issus de l'exploitation minière de QMM. Avant l'arrivée de la mine en 2005, les communautés locales dépendaient de leurs terres, des forêts et des ressources en eau pour leur subsistance. Or, le projet minier a bouleversé la région, entraînant le déplacement forcé de centaines d'habitants sous couvert d'une déclaration d'utilité publique visant à faciliter l'aménagement des infrastructures minières (routes, ports, etc.). A cela s'ajoutent des violations flagrantes et multiples des droits fondamentaux des communautés locales. D'autre part, le projet d'autoroute de 260 km reliant la capitale à Toamasina – décrié par la société civile pour ses potentiels impacts environnementaux – a été officiellement lancé par le Président malgache le 3 décembre 2024. Pourtant, les consultations publiques n'ont débuté que le 30 mai 2023, alors que les travaux de terrassement étaient déjà en cours. Le non-respect du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) des populations

concernées est flagrant. À Ambatolampy Tsimahafotsy, les paysans ont dénoncé une « consultation avec les bulldozers », lors desquelles leurs préoccupations ont été ignorées alors que les travaux avaient déjà débuté sur le terrain, rendant toute opposition inutile. Ces deux cas illustrent une érosion progressive des principes démocratiques : souveraineté populaire, séparation des pouvoirs, État de droit et libertés fondamentales deviennent illusoires. Pendant ce temps, des modèles de développement imposés aggravent la destruction des ressources naturelles. Bref, il est essentiel de s'interroger sur la validité et la légitimité du système de gouvernance actuel. Et s'il fallait trouver une autre voie que cette démocratie ? Une voie alternative qui replacerait les populations au cœur des décisions qui impactent leur avenir ? Et si la démocratie substantive était la solution ?

Mots-clés : Corruption, Démocratie, Ressources naturelles

LE CARE ENVIRONNEMENTAL FEMININ A MADAGASCAR : DE L'INVISIBILITE A LA PUBLICISATION DES SAVOIRS ET A LA PARTICIPATION DECISIONNELLE

Tsiry RAMBEL ANDRIANISA
Université d'Antananarivo

A Madagascar, les femmes jouent un rôle important dans la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. La division sexospécifique du travail est bien définie dans chaque communauté où les femmes occupent des rôles productifs, reproductifs et de gestion communautaire contre des rôles productifs et de politique communautaire pour les hommes (CARE, 2018). Elles accomplissent 60% du travail agricole, 60 à 80% de la production de nourriture, assurant l'entretien de la biodiversité et de la vie sociale (Laugier, 2011). Pourtant, les activités et pratiques écologiques ordinaires, ou le care environnemental, effectuées par ces femmes, dans son quotidien, sont souvent invisibles et négligées (Paperman, Laugier, 2011). Dans ces activités, elles accumulent des connaissances spécifiques, différentes et plus appropriées que celles des hommes en général sur les processus naturels (Braidotti, Charkiewicz, Häusler & Wieringa, 2007) et qui sont essentielles à l'instauration d'un développement durable (Gururani, 2002). Cette proposition de communication vise à comprendre comment la visibilité du care environnemental des femmes pourrait-elle conduire à la publicisation des savoirs féminins et à leur participation dans le processus de prise de décision environnementale ? Afin de pouvoir répondre à ce questionnement, nous avons adopté comme méthodologie de recherche des entretiens semi-directifs auprès des femmes rurales appartenant à différents groupes socio-économiques (niveau d'éducation, accès aux ressources, rôle) et impliquées dans l'agriculture et le care environnemental dans leurs quotidiens. Ces entretiens semi-directifs ont permis de recueillir des informations sur les pratiques écologiques de ces femmes leur perception du care environnemental, leurs savoirs et leurs implications dans le processus de prise de décision environnementale. Une observation participante a également été effectuée dans des espaces de travail de cadre informel de ces femmes afin de mieux comprendre la réalité de pratiques. Par ailleurs, une analyse comparative visant à recueillir des réponses des femmes des associations ou ONG formelles impliquées dans les pratiques écologiques des femmes rurales vs celles des femmes dans les organisations formelles dans la gestion des ressources naturelles a également été faite. La théorie de la participation de Sherry Arnstein (1969) a été mobilisée

afin d'analyser les niveaux de participation et de pouvoir des femmes dans la prise de décision. Comme résultats, (1) une cartographie des rôles de genre dans la gestion des ressources naturelles (2) une invisibilité des savoirs écologiques féminins et (3) les niveaux de participation des femmes dans le processus de prise de décision environnementale.

Mots-clés : Femme, Participation, Care environnemental

SUSTAINABLE ENVIRONMENTAL MANAGEMENT THROUGH THE COURTS: THE CASE OF MINISTRY OF ENVIRONMENT AND CLIMATE CHANGE & ORS V WOODLANDS HOLDINGS LTD [2023] SCCA 57

Priscilla TARIRO MOYO
University of Seychelles

The Constitution of the Republic of Seychelles, 1993 (hereinafter referred to as the Constitution) entrenches the right to a safe and healthy environment in Article 38. Further, it enjoins the State to take measures aimed at the realisation of this right. The Constitution is given effect by the Environmental Protection Act of 2016 which further places a duty on the State to clean up pollution where the polluter is unknown. Notwithstanding, marine pollution remains a major problem in the Seychelles. The major contributor to this problem is plastic waste. The primary source of plastic waste on shores is waste from other countries. The pollution profoundly affects coral reefs, a critical ecosystem that supports the ocean's biodiversity. This in turn negatively impacts fisheries and tourism the two pillars of the Seychelles economy. The veracity of the problem of marine pollution in the Seychelles necessitates a critical analysis of the legal framework of Seychelles. In December 2023, the Supreme Court of Appeal of Seychelles delivered a landmark judgment in the case of Ministry of Environment and Climate Change & Ors v Woodlands Holdings Ltd wherein the Court delineated the scope and content of the duty of the State in relation to protecting the environment against pollution. The case was not only a win for the fight against pollution, it was the first time the Court explained the nature of the duty placed on the State by Article 38. The decision highlighted how the court system as an institution that promotes and safeguards democracy can be used to enforce and implement sustainable environmental management. This article critically analyses the Supreme Court of Appeal's decision of the Ministry of Environment and Climate Change & Ors v Woodlands Holdings Ltd's case to ascertain the extent to which the State is accountable to its citizens for failure to clean marine pollution. The objective is to explore how the courts act as anchors of democracy when they hold the state accountable for failure to protect the environment.

Keywords: Right to Environment, Democracy, Sustainability, Marine Pollution

L'HISTOIRE D'UNE INNOVATION FONCIERE AU PROFIT DE LA JUSTICE SOCIO- ECOLOGIQUE A HAMAVOUNA (COMORES)

Soidri Baco ABDALLAH,
Université des Comores

Sigrid AUBERT,
CIRAD Montpellier, UMR SENS

Mahamoudou SAID,
Université des Comores

Ahamadi ALLAOUI,
Université Panthéon-Assas

Abdou Satar MIHIDJAY,
Université des Comores

Ali Mohamed MBAYE,
Université des Comores

Ibrahima FATIMA,
Université des Comores

Mohamed ASSOUMANI,
Notaire

Madi ABASSE,
Agronome

Mohamed Ahamadi CHARIF,
Géomètre

« Qui terre a, guerre a ». Cet adage montre combien il est difficile de solutionner des problèmes comportant une dimension foncière. Cela est particulièrement vrai aux Comores où les terres sont régies par une pluralité de systèmes juridiques. Ici, chercher à résoudre les conflits fonciers revient à se livrer à un jeu de casse-tête ce qui invite le chercheur à adopter une méthode innovante. Tel fut le cas, à Hamavouna (Mohéli, Comores) qui a été confronté (entre 1975 et 2010), à un problème d'injustice socio-écologique dû à une superposition, sur les mêmes espaces, de divers modes d'appropriation foncière, de plusieurs acteurs et de différents systèmes juridiques. Ces multiples superpositions ont engendré des conflits ayant longtemps inhibé l'exploitation rationnelle des terres, privé plusieurs exploitant-e-s de l'accès au foncier et empêché aux « propriétaires » de gérer durablement leurs terres. Ces inhibitions ont engendré une situation d'injustice sociale (à l'égard des exploitant-e-s en manque de terre mais aussi, des propriétaires) et écologique (absence d'aménagements antiérosifs). Pour contourner l'injustice sociale, les propriétaires et exploitant-e-s se sont mis à déboiser les forêts environnantes ce qui a aggravé l'injustice écologique. Comment changer les comportements/pratiques aux fins d'atténuer l'injustice

socioécologique ? Telle était la question posée à la recherche (en 2010). Conduite par une équipe pluridisciplinaire, la recherche est partie d'une hypothèse : une méthode de recherche de type laboratoire vivant impliquant tous les acteurs (propriétaire/possesseur, exploitant-e-s, éleveurs, associations, autorités déconcentrées et décentralisées, bailleurs, chercheurs) peut apporter une réponse idoine à la question posée. La mise en œuvre (2010-2014), de cette méthode sous-tendue par une gouvernance inclusive et un modèle singulier de démocratie a permis d'obtenir des résultats tangibles. Un changement de comportements/pratiques a été initié et a atténué l'injustice sociale (accès équitable aux terres, réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation) et écologique (adoption de techniques écologiquement viables et de système de production biologique et climato- intelligents valorisant le capital immatériel local, réduction de la pression sur les forêts). Depuis 2014, l'expérience continue sans intervention de chercheurs ce qui est un signe de durabilité socio-environnementale. Un processus de transposition de l'expérience à une autre localité (Mbatsé), est actuellement en cours.

Mots-clés : Justice socio-écologique, Démocratie, Durabilité Socio-environnementale

L'ENCLAVE MINIERE D'ILAKAKA, SYMBOLE DE L'IMPASSE DES MIGRANTS DU SUD DE MADAGASCAR FACE AUX INJUSTICES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES

Maminirina Marie Evah ONJAHARISON, Jean Patrick RANJATSON
Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques d'Antananarivo

Face à des conditions de précarité extrêmes, beaucoup d'originaires du Sud de Madagascar choisissent de migrer dans l'espoir de meilleures conditions de vie. L'enclave minière d'Ilakaka apparaît comme l'une des zones d'accueil des migrants en quête d'opportunités économiques à travers l'exploitation des pierres précieuses dont le saphir, en particulier depuis 1998. La présente étude porte un regard empirique sur une question clé : Comment se passe l'insertion sociale des immigrants et leur implication dans la gouvernance locale des ressources minières, au regard des inégalités sociales et injustices environnementales ? Elle avance l'hypothèse que les immigrants, mus par un espoir de condition de vies meilleures, subissent de fortes inégalités sociales dans les enclaves minières. Cette étude s'est basée sur une immersion de cinq semaines dans l'enclave minière d'Ilakaka, située à 735 km au sud-ouest de la capitale de Madagascar, entre septembre et octobre 2024. Sept fokontany, la plus petite circonscription administrative à Madagascar, ont été visités parmi les dix fokontany de la Commune Ilakaka. Des entretiens ont été effectués auprès de différentes catégories d'acteurs œuvrant dans la filière locale d'exploitation minière artisanale. Il s'agit notamment des creuseurs (majoritairement des immigrants malgaches), intermédiaires, autorités locales et acteurs étrangers (principalement asiatiques). Les résultats montrent des inégalités au détriment des exploitants miniers, en particulier les immigrants. En premier lieu, des accords verbaux lient les financeurs malgaches, appelés « patrons », et les creuseurs. Le patron leur fournit de la nourriture et des équipements. Cet engagement informel prend fin soit par décision conjointe des parties concernées, soit lorsque le patron rencontre des difficultés financières. En deuxième lieu, la vente des pierres précieuses s'opère par négociations informelles. Elle est généralement effectuée par le patron, les creuseurs, et parfois le propriétaire du terrain exploité (Tompo-tany). Les creuseurs ont un pouvoir de décision très faible. En effet, ils n'ont la possibilité de s'exprimer que lors de la proposition du prix des pierres, qui reste négociable selon l'accord établi. Les acheteurs sont souvent des étrangers, principalement d'origine sri-lankaise ou thaïlandaise, et parfois des malgaches fortunés. Le partage du bénéfice des ventes est marqué par diverses inégalités sociales où les gains ne sont pas proportionnels aux

efforts fournis et aux risques pris par les différents acteurs. A titre d'exemple, le système tacite de partage stipule que le bénéfice est divisé à parts égales pour les terrains sans propriétaire, soit 50% pour le patron et 50% pour l'équipe de creuseurs de 2 à 7 membres. Par ailleurs, les acteurs asiatiques créent des réseaux de clientélisme pour accéder aux ressources minières. Leurs stratégies consistent par exemple à offrir de manière plus ou moins régulière des 'commissions' et/ou des 'cadeaux' aux patrons. Cela suscite indirectement ces derniers à leur vendre en priorité les pierres trouvées par loyauté ou dans l'espoir d'un soutien continu. Un cycle de dépendance s'établit, à cet effet, pour les creuseurs inquiets des périodes de précarité extrême liées aux moments non productifs de prospection minière.

Mots-clés : Exploitation minière artisanale, Migrants, Inégalités sociales

ARCHIPELITES DEMOCRATIQUES ET DEMOCRATIE ARCHIPELIQUE : QUEL ENSEIGNEMENT TIRER DE L'INSULARITE ?

Anouchka SOORIAMOORTHY,

In The Chaos World, cabinet qui œuvre pour le développement de la philosophie
et de la pensée critique

L'île est un lieu de fantasme. Au loin, là-bas, derrière la houle et après la barrière de corail, le meilleur peut advenir, le pire est probable. De Thomas More à Edouard Glissant en passant par Michel Tournier, nous nous rappellerons les peurs et les possibilités générées par l'insularité. Eclairés par ces imaginaires créateurs, nous analyserons la spécificité des îles de l'océan indien. Laboratoire condensé de la mondialisation à l'œuvre, cet océan indo-africain est un lieu de rencontres, d'entrecroisements et de métissages. Il est composé d'îles qui ont en commun le mouvement du ressac, mais dont les histoires, les géographies, les évolutions sociales et politiques sont à chaque fois particulières. Au-delà de ces spécificités, que demeure-t-il de commun ? Nous verrons comment l'île, portée par la singularité de la géographie et par la force des paysages, peut être un lieu d'expérimentation démocratique inédit. Si chaque île doit se penser avec ses caractéristiques, elles ne doivent cependant pas se penser seules. Que signifie l'appartenance à ce même océan ? Peut-on penser une filiation horizontale qui voguerait d'une terre à l'autre ? Comment sortir d'une verticalité apportée par l'histoire ? En nous inspirant de la pensée archipélique promue par le penseur Edouard Glissant, nous tenterons de conceptualiser un déploiement démocratique multiple, rhizomique et fertile dans cette région du monde. Nous observerons avec une attention particulière le cas de l'île Maurice qui se trouve dans une situation d'entrecroisements intéressante : rare pays du continent africain qui n'a pas connu de troubles au moment de son indépendance, l'île a intégré l'histoire et les fonctionnements coloniaux au point où peu de mauriciens pourraient revendiquer leur appartenance au continent africain. Pour autant, les échanges économiques et migratoires nombreux dans l'espace océan indien et avec le continent projettent les mauriciens dans une proximité jusque-là ignorée. Nous nous demanderons comment ce frottement avec l'autre, si proche et si peu connu, permet de questionner les pratiques et les traditions pour créer de nouvelles modalités du vivre-ensemble et de gouvernance. Nous réfléchirons à la possibilité d'un espace commun que nous nommerons archipelité démocratique.

DIPLOMATIE MARITIME ET GOUVERNANCE DES RESSOURCES MARINES : ENTRE ENJEUX ECONOMIQUES, SECURITAIRES ET SOUVERAINETE DEMOCRATIQUE A MADAGASCAR

Joël RANDRIANANDRASANA,
Université d'Antsirananana

La gouvernance des ressources marines représente un enjeu stratégique pour Madagascar, en ce qu'elle se trouve au croisement des intérêts économiques, sécuritaires et diplomatiques. En tant qu'État insulaire, le pays se retrouve au centre d'une convoitise croissante de la part d'acteurs internationaux, attirés par la richesse de ses eaux sous juridiction. Dans ce contexte, la diplomatie maritime se manifeste sous plusieurs formes, oscillant entre coopération économique et impératifs de sécurité. Cet article examine comment ces différentes dimensions diplomatiques influencent les politiques publiques nationales et participent à la consolidation des institutions. D'une part, la diplomatie maritime malgache repose sur des accords économiques et commerciaux liés à l'exploitation des ressources halieutiques. Les partenariats conclus avec l'Union Européenne et le Japon en matière de pêche illustrent une coopération où les négociations internationales façonnent directement les politiques économiques nationales. Ces accords, bien que porteurs de retombées financières, posent la question de la souveraineté dans la gestion des ressources marines et de la transparence des négociations. D'autre part, l'Océan Indien est le théâtre d'activités illicites telles que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), perpétrées par des navires battant pavillon étranger. Face à cette menace, une autre forme de diplomatie maritime, axée sur la sécurité et la défense, se développe. Madagascar, en collaboration avec divers partenaires internationaux, engage des mécanismes de coopération visant à lutter contre ces pratiques. Cela illustre une diplomatie fondée sur la protection de la souveraineté maritime et le renforcement des capacités institutionnelles. Cette double dimension, économique et sécuritaire, démontre que les ressources marines constituent non seulement un enjeu national, mais aussi une préoccupation régionale et mondiale. Elles impliquent une diversité d'acteurs aux intérêts parfois divergents. Dans ce cadre, la diplomatie maritime ne se limite pas à un instrument de gestion des océans, mais devient également un levier de gouvernance démocratique. L'implication des institutions publiques dans ces processus diplomatiques, la transparence des négociations et la mise en œuvre des accords internationaux influencent la redevabilité

et la légitimité des structures étatiques. Pour ce faire, cet article adopte une approche méthodologique combinant une analyse des textes juridiques et des politiques publiques avec une étude des mécanismes de coopération internationale en matière de pêche et de sécurité maritime. Au regard de tous ces faits, il convient d'analyser comment la diplomatie maritime malgache, à travers ses dimensions économique et sécuritaire, influence la souveraineté et la gouvernance démocratique des ressources marines. En effet, l'hypothèse avancée est que la diplomatie maritime constitue à la fois un instrument de protection et un facteur de vulnérabilité. Si elle permet d'attirer des investissements et de renforcer la sécurité maritime, elle peut aussi accentuer la dépendance de Madagascar vis-à-vis des acteurs internationaux, ce qui limiterait par la suite son autonomie dans la gestion des ressources marines.

Mots-clés : Ressources marines, Diplomatie, Souveraineté

LA PECHE, UNE OPPORTUNITE ET UNE MENACE POUR MADAGASCAR : CAS DE MAROANTSETRA

Ny Aro ANDRIAMIAROSOA,
Association CliMates Madagascar

Madagascar possède une façade maritime de plus de 5 600 km, une Zone Economique Exclusive (ZEE) large de 1 140 000 km² et un plateau continental de 117 000 km² (BADY, 2014). La ZEE malgache dispose d'une énorme potentialité en ressources biologiques diversifiées (COUTEAUX et al., 2019). De ce fait, le secteur « Pêche », très porteur pour Madagascar, constitue l'une de ses principales sources de devises. En 2017, la production annuelle totale de la pêche Malagasy atteint une production record de 189 946t ; suivi d'une baisse de 124 710t en 2020 (FAO, 2023). Toutefois, la petite pêche apporte une contribution significative à la nutrition, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement (GOUGH, 2014). Ces constats constituent un atout majeur pour Madagascar à des fins d'expansion de la production halieutique et pour l'amélioration des circuits de distribution sachant que le pays dispose d'une potentialité halieutique riche et suffisamment diversifiée pour pouvoir assurer l'avenir du secteur (CSP, 2009). De plus, la mer représente un « grenier » pour la population riveraine (ANLI, 2008) avec la petite pêche qui figure parmi les leviers de l'économie régionale et représente la source de revenus majoritaire des pêcheurs (KASPRZYK et al., 2003 ; RAFENOMANANTSOA, 2015). C'est notamment le cas pour le district de Maroantsetra qui offre un vaste aquarium d'espèces marines et d'innombrables sites touristiques avec la baie d'Antongil qui est l'une des plus importantes zones de reproduction des baleines dans le Sud-ouest de l'Océan Indien. Dans le District de Maroantsetra, l'expansion de la petite pêche est pour l'essentiel liée à l'abondance de fleuves et à l'ouverture directe à l'Océan Indien (MONDRA, 2009). La dominance de la petite pêche est expliquée par une répartition de 46,03 % pour la pêche côtière et 37,87 % pour la pêche continentale. Les autres activités (pêche industrielle, rizipisciculture, pisciculture, ...) ne représentent que les 16,10 % des activités halieutiques (INSUCO, 2021). La pêche continentale est exercée par des paysans riverains de cours d'eau. Elle est pratiquée pendant le jour « fady » où les paysans ne pratiquent pas l'agriculture, qui est en général, le mardi. La petite pêche maritime, est spécifique pour les gens du littoral ; c'est une activité quasi-exclusivement masculine. Elle nourrit bon nombre de ménages (RANDRIANAINA, 2011). Pourtant, l'activité des petits pêcheurs subit actuellement de forts aléas de production et des contraintes environnementales. Cette situation se concrétise par une baisse continue des rendements, une diminution des tailles des produits capturés et une dégradation

des milieux naturels (RANDRIAMIARISOA et RANDRIARILALA, 2016). Menacée dans son existence, la petite pêche doit être gérée efficacement afin de garantir le mieux possible le renouvellement et la durabilité des ressources, tout en minimisant les effets négatifs de la pêche sur l'environnement (RANDRIAMIARISOA et RANDRIARILALA, 2016).

Mots-clés : Petite pêche, Madagascar, Pêche, Raréfaction

LES RESSOURCES MARINES A MADAGASCAR : EXPLOITATION ET GESTION DURABLE

Etienne BEMANAJA,

Centre National de Recherches Océanographiques (CNRO)

Madagascar est connue pour sa richesse en biodiversité marine, grâce à l'existence des étendus de ses récifs coralliens et de son plateau continental, ainsi qu'à la présence d'herbiers de phanérogames, de mangroves et au phénomène d'Upwelling dans le Sud. Cependant, ces ressources subissent des pressions croissantes, à la fois naturelles et anthropiques, menaçant leur durabilité. Cet article présente une synthèse des données scientifiques mettant en lumière la richesse de Madagascar en ressources marines. Il explore également l'hypothèse sur la tendance de l'évolution de l'état de la biodiversité face aux diverses formes d'exploitation et aux contraintes environnementales. En parallèle, il analyse les initiatives et les mesures de gestion mises en œuvre, tout en évaluant leur efficacité dans la préservation des écosystèmes. Des revues scientifiques révèlent que Madagascar abrite plus de 5000 espèces de poissons, 300 espèces de coraux et 100 espèces de mammifères marins, des chiffres comparables au Triangle de corail, considéré comme la région marine la plus riche au monde. A la lumière de nos recherches, notamment celles menées dans le cadre du "Rapid Assessment Project" de 2002, confirmées par nos travaux d'expertises de 2014 lors de la mise en place de l'AMP Ankarea, nord-ouest de Madagascar, en partenariat avec l'ONG WCS, 380 espèces de coraux, 608 poissons récifaux et 525 mollusques ont été inventoriés. A titre de comparaison, le Triangle de corail recense 500 espèces de coraux, 2000 poissons récifaux et 699 mollusques. Madagascar possède un stock halieutique estimé à 450 000 tonnes, dont 23% sont exploités, soit 105 000 tonnes par an, avec 67% provenant de la petite pêche. L'exploitation des ressources marines suit une chaîne de valeur structurée : la pêche incluant la petite pêche, la pêche artisanale et la pêche industrielle ; la collecte et l'exportation. Ces activités font vivre des millions de Malgaches, incluant environ 125 000 pêcheurs, 1600 collecteurs et 45 sociétés exportatrices. Malgré leur importance socio-économique, une baisse significative de la production halieutique et une dégradation des écosystèmes ont été observées ces dernières décennies. Ces problèmes sont aggravés par la pression démographique et les effets du changement climatique. Bien que des stratégies et mesures de gestion aient été mises en œuvre par les Ministères concernés et les organismes internationaux, leur efficacité reste limitée, notamment en raison d'un manque de transparence, de partage d'informations et de coordinations entre les parties prenantes. Pour relever ces défis, il est essentiel de renforcer la gouvernance des ressources marines en favorisant une collaboration inclusive et transparente entre les communautés locales, les scientifiques

et les décideurs politiques. Il est tout aussi important de soutenir et d'élargir les initiatives de gestion existantes. Par ailleurs, l'intensification des recherches de terrain permettra d'actualiser les données sur les stocks et d'évaluer les impacts de pratiques de pêche. Enfin, développer des alternatives économiques comme l'écotourisme et l'aquaculture durables, tout en sensibilisant les acteurs locaux aux pratiques responsables et aux impacts du changement climatique, est indispensable pour garantir une gestion durable des ressources marines à Madagascar.

Mots-clés : Ressources marines, Exploitation, Gestion durable

EVALUATION DES IMPACTS ECONOMIQUES DE LA DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE SUR LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE VERTE DU DISTRICT DE MOROMBE, REGION ATSIMO ANDREFANA

Ernest RAVELOARISON,
Université de Toliara
Lily Arison RENE DE ROLAND,
Peregrine Fund Madagascar

L'accroissement démographique et la croissance économique engendrent une pression de plus en plus forte sur l'environnement, entraînant une dégradation significative des écosystèmes. Au cours des deux dernières décennies, cette détérioration a contribué à la perte d'un quart du couvert forestier mondial. Madagascar fait face à cette problématique, avec 5 131 885 hectares brûlés en 2022. Le district de Morombe, situé dans la Région Atsimo Andrefana, a particulièrement souffert de cette perte, avec 60 % de ses forêts denses disparues. Cette situation impacte gravement l'agriculture et la pêche, menaçant les ressources naturelles locales. L'étude menée a pour objectif d'évaluer les impacts économiques de cette dégradation sur la transition vers une économie verte, du district de Morombe. L'hypothèse principale est que la dégradation environnementale entraînerait des effets économiques néfastes sur les communautés locales. Deux méthodes principales ont été utilisées pour collecter les données : des enquêtes de terrain auprès des ménages agricoles et halieutiques dans les neuf communes, réalisées par neuf enquêteurs avec l'application CSEntry, et des consultations avec administrations et ONG pour des données complètes. La taille minimale de l'échantillon a été fixée à 417 ménages, selon la formule du Dr Ivan P. Pellegi (2003). Les résultats montrent que le District de Morombe dispose d'une superficie cultivable de 131 322 hectares, dont 52,40 % ont été utilisés lors de la campagne agricole 2023- 2024. Sur cette superficie, 91 622 hectares sont propices à la riziculture. Le nombre total de producteurs agricoles s'élève à 63 000, dont 51 % sont des riziculteurs. Parmi les 432 ménages enquêtés, 336 sont des agriculteurs, dont 153 pratiquent la culture sur brûlis et 245 utilisent la bêche comme outil de production. De plus, 92 % des agriculteurs recourent à des techniques traditionnelles, et 68 % cultivent des céréales. Une baisse de la production est constatée par 76,19 % des exploitants, ce qui témoigne des effets négatifs de la dégradation de l'environnement. Concernant le secteur halieutique, l'étude recense 89 ménages de pêcheurs. Parmi eux, 76,40 % pratiquent la pêche maritime, et 97,75 % utilisent des méthodes traditionnelles. Selon les statistiques de la DRPEB AA, 3 881,76

tonnes de produits halieutiques ont été expédiées vers d'autres régions en 2024, contre 3 657,52 tonnes en 2023. Les principales régions de consommation sont Analamanga et Haute Matsiatra. En termes d'exportations, 2 418,60 tonnes ont été expédiées en 2024, avec Morombe représentant 56,12 % de ces exportations. La France, la Chine et la Nouvelle- Zélande sont les principaux marchés importateurs. L'étude met en évidence l'impact inquiétant de la dégradation environnementale sur l'économie locale. La raréfaction des ressources naturelle menace la sécurité alimentaire et les moyens de substance des populations. Il devient crucial d'explorer des autres secteurs économiques comme l'élevage et l'écotourisme pour une transition durable.

Mots-clés : Economie, Dégradation, Environnement

LA MOBILISATION CITOYENNE FACE A LA CRISE DU MV WAKASHIO

Bruno CUNNIAH,
Université de Maurice

Le 25 juillet 2020, le vraquier japonais MV Wakashio s'échoue sur les récifs coralliens au large de Pointe d'Esny, sur la côte sud-est de l'île Maurice. Ce naufrage, suivi de l'écoulement de plusieurs tonnes de fioul dans l'océan, va provoquer une crise écologique sans précédent pour cette île tropicale réputée pour la richesse de sa biodiversité marine. Face à l'inertie des autorités, la mobilisation citoyenne émerge comme une réponse puissante et immédiate, incarnant la solidarité et le sens des responsabilités des Mauriciens envers leur environnement et leur patrimoine. Dès l'annonce de l'écoulement de carburant, les habitants des régions avoisinantes, rapidement rejoints par des volontaires de toute l'île, s'organisent pour protéger les lagons et les mangroves, essentiels à l'écosystème local. Alors que l'intervention des autorités semble tardive et insuffisante, cette mobilisation spontanée prend rapidement de l'ampleur. Les citoyens se regroupent dans des ateliers improvisés pour fabriquer des boudins absorbants à partir de matériaux de récupération tels que des tissus, des sacs de jute et des cheveux collectés dans les salons de coiffure. Ces dispositifs artisanaux, placés stratégiquement, permettent de limiter la propagation du fioul et d'atténuer les impacts sur la faune et la flore marine. Lors de cette crise environnementale, la mobilisation citoyenne ne se limite pas à des efforts sur le terrain. De nombreuses voix s'élèvent pour critiquer la gestion de la crise par les autorités et pour demander des comptes aux responsables. Des manifestations pacifiques sont organisées dans plusieurs villes de l'île, rassemblant des milliers de Mauriciens autour d'un même cri : la protection de leur environnement et la transparence sur les responsabilités du naufrage. En fait, le naufrage du MV Wakashio marque un tournant dans la conscience socio-environnementale des Mauriciens. Avec le recul, il est évident que cette mobilisation citoyenne est devenue un symbole de résilience et de lutte pour un avenir meilleur. Elle a démontré que, face à des enjeux tels l'incompétence des autorités ainsi que la pollution marine, chaque individu peut jouer un rôle décisif, et que l'action collective est une arme puissante pour surmonter les crises. L'objectif de cette communication est de démontrer comment le naufrage du MV Wakashio n'a pas seulement été un désastre environnemental, mais que cette tragédie a été le point de départ pour le rejet de la politique pratiquée par le gouvernement de l'époque. Pour commencer, nous aborderons la question du naufrage du MV Wakashio qui, aujourd'hui encore, recèle de nombreuses zones d'ombres. Puis, nous

verrons concrètement la réaction des habitants de l'île face à la léthargie des autorités. Pour terminer, nous analyserons l'importance des marches pacifiques pour dénoncer l'incompétence des autorités ainsi que leurs effets sur la destinée du pays.

Mots-clés : Mobilisation citoyenne, Marée noire, Île Maurice

DU DEVOIR D'INSURRECTION : UNE REFLEXION SUR LES DEFIS DE LA MOBILISATION CITOYENNE A MADAGASCAR

Ketakandriana RAFITOSON,

Université Catholique de Madagascar, Publish What You Pay (PWYP),
Transparency International

Madagascar est dans l'impasse et tous les indicateurs sont dans le rouge. L'accès aux services sociaux de base est un luxe, l'éducation est en berne et le pillage des ressources naturelles est une réalité constante. La démocratie malgache, auparavant juvénile, est progressivement revenue au stade embryonnaire depuis le coup d'Etat de 2009. Les motifs d'insurrection ne manquent pas et le pays semble perpétuellement être au bord de l'explosion sociale. Le dernier cycle électoral, incluant les présidentielles controversées de 2023, les législatives contestées et les municipales problématiques de 2024, ont été marquées par un niveau d'irrégularités et de corruption sans précédent. L'hyper-concentration du pouvoir autour de Rajoelina et la capture des institutions par son parti est à son paroxysme, étouffant toute velléité d'opposition. L'extrême pauvreté décime les franges sociales les plus défavorisées. Pourtant, les Malgaches s'enferment dans une chape de passivité étonnante et les initiatives de mobilisation citoyenne en faveur de revendications plus que légitimes – respect des droits fondamentaux, meilleures conditions de vie, pluralisme démocratique – peinent à décoller. Pourquoi ? Cette communication, dans la continuité des recherches menées précédemment sur la mobilisation citoyenne, la société civile et la résistance civile non-violente (Rafitoson, 2016, 2019, 2022, 2023), se propose de disséquer les tenants et aboutissants du devoir d'insurrection à Madagascar, en explorant les défis contemporains auxquels les mouvements sociaux locaux font face, dans un contexte de répression latente. Qui a le droit de s'insurger aujourd'hui à Madagascar ? Quel est l'état actuel de la mobilisation citoyenne ? Quelles sont les formes de résistance civile pratiquées dans le pays ? Qui en sont les principaux acteurs et quelles sont leurs stratégies ? Quelles sont les perspectives de développement du devoir d'instruction et de la mobilisation citoyenne en général dans le pays ? Telles sont les principales questions qui guident cette réflexion menée en ligne avec la posture critique et dialectique d'Antonio Gramsci, et qui s'articulent dans la problématique principale suivante : Quels sont les facteurs structurels, idéologiques et organisationnels qui inhibent la mobilisation citoyenne à Madagascar, malgré un contexte de crise politique, sociale et environnementale propice à l'insurrection ? La recherche repose sur une enquête mixte (qualitative et quantitative) menée à Antananarivo et des entretiens qualitatifs avec des dirigeants de mouvements, des

syndicalistes et de simples citoyens. L'analyse inclut une démarche comparative s'intéressant aux soulèvements de la « Gen Z » en Afrique en 2024. L'objectif est d'identifier les facteurs d'inhibition de la mobilisation citoyenne afin d'y proposer des alternatives durables. Les principes de la démocratie substantive sont utilisés comme cadre de référence dans la construction de cette réflexion, comme une alternative à ceux de la démocratie « classique » dont l'échec semble avoir été prouvé dans le contexte malgache. Une fenêtre ouverte sur une possible renaissance de la résistance malgache contre ses ennemis intérieurs.

Mots-clés : Résistance, Pouvoir citoyen, Mobilisation

DEMYSTIFICATION DE LA DEMOCRATIE ENVIRONNEMENTALE A MADAGASCAR POUR UNE TRANSITION ECOLOGIQUE JUSTE ET DURABLE

Barkat Bin Saïda MATAZAKY,
Alliance AIKA

Si en 2024, près de 81% de la population malgache ont été classés en situation de pauvreté alarmante (INSTAT, 2024), en 2023 la grande île a été classé 127ème sur 137 pays sur l'indice du bonheur avec un score quasiment faible s'élevant à 4,019 suivant le World Happiness Report. A noter que 80% de la population malgache vivent en milieu rural, agriculteurs et sont les plus victimes des changements climatiques. Une grande proportion de la population vivant essentiellement des produits de la terre est également logée pour certains en bordure d'un site protégé avec certaines restrictions spécifiques liées à l'accessibilité aux services écosystémiques. La question qui se pose est alors dans quelle mesure pourrait-on mettre réellement en adéquation la préservation de la nature et la protection des droits humains pour une transition écologique juste et durable ? Pour y répondre, mon étude portant sur l'équilibre entre la conservation de la nature et l'économie du bien-être au niveau de trois aires protégées à Madagascar, impliquant l'élaboration d'un indice de pauvreté multidimensionnel à 11 indicateurs, incluant la santé, la participation citoyenne et l'accès aux services écosystémiques essaient de démystifier la démocratie environnementale à travers le rôle crucial de l'économie du bonheur et l'économie de l'environnement dans la bonne application des politiques environnementales et climatiques d'un pays dont Madagascar.

Mots-clés : Démocratie environnementale, Economie du bien-être, Economie de l'environnement

Session: Inégalités et Mobilisation Citoyenne pour la Durabilité

POUR UN ACCES A L'INFORMATION, PREALABLE A UNE PARTICIPATION ET UNE MOBILISATION CITOYENNE

Ianjatiana RANDRIANANDRASANA,
Université Catholique de Madagascar

Les mobilisations citoyennes liées à la protection de l'environnement sont essentielles et influent sur les gouvernances des ressources naturelles. La participation citoyenne est un élément clé. Néanmoins, cette participation citoyenne ne peut pleinement s'exercer sans un accès garanti à l'information. En effet, une information claire et accessible permet aux citoyens de saisir les enjeux écologiques et environnementaux et d'y participer ou d'ajuster leur participation. Cet accès à l'information environnementale constitue un préalable à toute participation citoyenne et à une mobilisation efficace. À Madagascar, la Constitution actuellement en vigueur affirme que « tout individu a droit à l'information » et que cette dernière « n'est soumise à aucune contrainte préalable, sauf celle portant atteinte à l'ordre public et aux bonnes moeurs » (article 11). Cependant, il n'existe pas encore vraiment de loi qui organise cet accès du citoyen à l'information, que cette dernière ait un caractère public ou soit détenue par des entités privées, telles que les entreprises. La présente communication se propose dès lors dans un premier temps d'analyser en quoi l'accès à l'information constitue une condition essentielle de la participation citoyenne. Et ensuite dans un second temps, comment l'accès à l'information peut devenir un catalyseur de la participation citoyenne.

Mots-clés : Accès à l'information, Mobilisation citoyenne éclairé

LES LIENS ENTRE LES SAVOIRS LOCAUX ET LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE MBADJINI, GRANDE COMORE

Ahamada YOUSOUF,

Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique/CNDRS Comores

Les savoirs locaux et les pratiques coutumières représentent un ensemble de connaissances, de compétences et de traditions transmises de génération en génération au sein d'une communauté. Englobant des domaines variés comme l'agriculture, la médecine traditionnelle, la gestion des ressources naturelles, les systèmes de croyances et les modes de vie. En effet, en intégrant ces connaissances dans les processus décisionnels, il est possible de :

- Souligner l'importance de renforcer la légitimité des décisions en intégrant les savoirs locaux, ce qui favorise leur acceptation par les communautés Mbadjiniennes.
- Il plaide pour la promotion de la justice sociale et de l'équité, tout en valorisant ces savoirs, qui peuvent aider à atteindre divers objectifs de développement durable.

La rotation des cultures est mise en avant pour améliorer la productivité agricole et garantir la sécurité alimentaire. De plus, la création de groupes d'entraide, appelés Mabeja, contribue à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des pratiques agricoles traditionnelles, comme la permaculture, qui est respectueuse de l'environnement. Ensuite, Les connaissances traditionnelles sur les plantes médicinales et les techniques de conservation des aliments contribuent à améliorer la nutrition et la santé de la communauté. Les pratiques de médecine traditionnelle, souvent liées à l'utilisation de plantes médicinales, complètent les soins modernes et améliorer la santé de la population. Ainsi, la communauté Mbadjinienne ont su Garantir l'accès à tous à l'eau et assurent une gestion durable des ressources en eau. Grâce aux connaissances traditionnelles sur la gestion de l'eau, telles que la construction de citernes et la gestion des bassins, celle-ci contribue à améliorer l'accès à l'eau potable et à servir pour l'arrosage des légumes et des plantes. Les guérisseurs traditionnels utilisent des plantes médicinales pour traiter des maladies comme le paludisme et la grippe, offrant une alternative aux soins modernes pour les populations vulnérables. Les communautés locales, comme celle des Mbadjiniens, ont développé des systèmes de gestion des ressources naturelles et croient en des éléments surnaturels, ce qui influence les comportements des jeunes. La transmission des savoirs locaux aux nouvelles générations est cruciale pour préserver ce patrimoine immatériel, qui doit être reconnu et valorisé par les politiques publiques et les institutions. Pour finir, les savoirs locaux de la région de Mbadjini représentent une richesse inestimable

qui peut contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable. En combinant ces connaissances traditionnelles avec les approches modernes, il est possible de développer des solutions innovantes et durables pour relever les défis du développement durable.

Mots-clés : Savoirs locaux, Patrimoine, Agriculture

Session: Savoirs locaux, Pratiques coutumières et Gouvernance inclusive

ANARANDRAY ET TANINDRAZANA : FONDEMENT DE L'IDENTITE ET DE L'ORGANISATION SOCIOPOLITIQUE A MADAGASCAR. DES ORIGINES A NOS JOURS

Roland RAKOTOVAO,

Laboratoire HIPADE (Histoire, Patrimoine et Développement), Université d'Antananarivo

Depuis la formation des groupes de population à Madagascar durant le premier millénaire après Jesus Christ (du lignage au clan ou Foko) Anarandray se définit littéralement comme le nom du père mais par extension l'héritage ou les patrimoines matériel et immatériel laissés par les ancêtres comme la terre et le talent, tandis que le tanindrazana renvoie globalement à la terre des ancêtres qui peut aller du terroir où se trouve le tombeau des ancêtres fondateur d'un groupe quelconque à l'île toute entière de Madagascar. Ces deux concepts évoluent à travers le temps au contact de la civilisation musulmane (du IXe au XVIIIe siècle) et occidentale (à partir du XIXe siècle) dans la formation des groupes de population et la délimitation de leur territoire dans le cadre de la royauté ou Fanjakana. Aussi, ils restent jusqu'à présent à la base de définition de l'identité et de l'organisation sociopolitique à l'intérieur du groupe de population et à l'échelle nationale. Sur le plan social, les circulations des populations à l'intérieur de Madagascar sont à l'origine des changements, des transformations voire même des mutations du sens de l'anarandray et du tanindrazana. Sur le plan politique, les cultures et pratiques sont toujours dictées par l'appartenance à un groupe et à un village d'origine. Les processus, par exemple, de la mise en place des Républiques sur la base de la démocratie ont consolidés le rôle important de l'anarandray et du tanindrazana dans l'exercice du pouvoir. D'où la difficile construction actuelle de la nation malgache car le sens du patriotisme se limite généralement à un anarandray et tanindrazana très restreint et non global. La démarche historique sera privilégiée pour aborder ce sujet en utilisant des sources archivistiques officielles et privées. Pour affiner la réflexion, le concept de la circulation humaine en prenant l'exemple de quelques groupes migrants internes permet de bien saisir l'évolution de la notion d'anarandray et de tanindrazana. Aussi, des entretiens qualitatifs semi-directifs auprès de ces migrants installés définitivement dans les lieux d'accueil ont été menés. Ils viennent généralement des régions du Sud et des Hautes Terres centrales pour rejoindre le Sud-ouest, l'Ouest et le Nord-ouest de Madagascar.

Mots-clés : Anarandray, Tanindrazana, Nation

Session: Savoirs locaux, Pratiques coutumières et Gouvernance inclusive

LE FALY ET LE FILONGOA : LA GOUVERNANCE INCLUSIVE FACE AUX PRATIQUES COUTUMIÈRES

Melina Henriette RASOAMANANJARA,
Université de Toliara

La gouvernance inclusive est posée comme le bâton magique qui assure le succès des politiques adoptées par le gouvernement central en vue de l'intérêt commun de la population nationale ou régionale. Or, la collision entre la gouvernance et les pratiques coutumières entraîne l'altération voire la disparition de projets et de programmes gouvernementales. Pour mettre en évidence ces impacts, nous avons orienté nos recherches sur deux pratiques coutumières d'envergure dans le sud-ouest de Madagascar, il s'agit du faly et du filongoa. Ce qui est faly ou tabou érige immédiatement un barrage insurmontable dans l'exécution de n'importe quel projet. Il faut distinguer trois types de tabous dans le sud par ordre hiérarchique : le falindraza, le tanifaly et le falin'aoly. Quant au filongoa, c'est un lien indéfectible qui relie les membres des familles entre eux, et les membres des villages entre eux car les mariages traditionnellement endogamiques font de telle sorte que chaque village possède des liens de famille avec les villages environnants, renforçant ainsi le pouvoir du chef clanique tribal. Une offense faite à l'un d'entre eux résonne fort et rapidement dans la région. Les réactions sont les reflets du rayonnement la force du clan : une décision rejetée par le chef du clan est immédiatement rejetée par tous, de même une décision adoptée par le chef du clan entraîne une adhésion du groupe sans aucune analyse personnelle. Les projets gouvernementaux et les décisions gouvernementales qui sont souvent guidées par des études des bailleurs de fond font abstraction des faly et des filongoa. Ils les considèrent comme des éléments négligeables mais qui constituent en fait des obstacles majeurs. Un cas à citer ici concerne le projet de création d'aire protégée de la forêt sacrée d'Analavelo dans la région de Sakaraha depuis 2017 et qui n'a pas été réalisé jusqu'à ce jour. Comment allier les exigences des ODD avec les faly et les filongoa dans la mise en place d'un équilibre rentable pour les gouvernants d'une part et la population d'autre part en tant qu'entité d'acteurs-bénéficiaires ? Les principales difficultés consistent en l'inexistence d'une réelle consultation des besoins de la population et de leurs capacités à comprendre les avantages que leur procurent les innovations apportées. Une réelle consultation par une immersion durable des membres de l'équipe des enquêtes préliminaires. Il faudrait donc accorder plus de financement aux travaux en amont qui assurent la réussite et la pérennité de la gouvernance inclusive,

une phase généralement bâclée dans les projets et programmes du gouvernement central. Ils constituent en fait la pérennité car l'adhésion de la population est renforcée par les pratiques coutumières validées. Par conséquent, tout projet ou programme du gouvernement central nécessite des études psychosociales et anthropologiques fiables sur les pratiques coutumières propres à chaque région. Un coût en plus mais rentabilisé par la résilience.

Mots-clés : Faly-filongoa

DYNAMIQUE FONCIERE ET GESTION DE L'EUCALYPTUS ROBUSTA DANS LE DISTRICT DE MANJAKANDRIANA

Meja Alisoa RAKOTONAIIVONJAONIRIANA,

Ecole doctorale Sciences Humaines et Sociales – Equipe d'Accueil Doctorale : Espace et Société ; Université d'Antananarivo

L'eucalyptus, introduit lors de la colonisation, joue un rôle central dans la vie quotidienne des ménages malgaches, notamment dans la région d'Imerina. Les paysans ont perfectionné des techniques spécifiques pour manipuler cet arbre, transmettant ce savoir-faire de génération en génération. Contexte agricole : La superficie cultivable exploitée par les ménages diminue progressivement en raison de la distribution des terres en héritage, tandis que la population augmente (209 695 habitants en 2014 contre 286 465 en 2023, selon la Monographie de Manjakandriana). Ce manque de terrains agricoles pousse les paysans à rechercher des alternatives pour leur intérêt personnel, souvent au détriment des intérêts collectifs, comme décrit par Hardin G. en 1968 dans la théorie de la tragédie des biens communs. Par exemple, les paysans du fokontany d'Anosiarivo utilisent l'eucalyptus pour aménager un plan d'eau communautaire, en se servant des écorces spongieuses pour délimiter les surfaces à acquérir et créer des bermes pour de nouvelles rizières. Aspects techniques : L'eucalyptus constitue une source de revenu significative pour les paysans. Il leur est crucial de maîtriser ses aspects techniques. Les charbonniers ont constaté que les eucalyptus situés dans les bas-fonds produisent du charbon de mauvaise qualité avec un rendement médiocre. Ainsi les parcelles forestières situées dans les bas fond bien qu'abordable niveau prix sont peu exploitées. Concernant le bois de construction, il était autrefois recommandé de procéder aux coupes en février pour obtenir une meilleure qualité de bois, mais cette connaissance tend à se perdre aujourd'hui. Cependant, les paysans continuent de pratiquer l'immersion des bois d'eucalyptus, avant leur utilisation, dans de l'eau stagnante pendant au moins un mois pour les protéger des mites et éviter leur fissuration. Cette méthode de traitement, qui confère aux bois une densité accrue et une couleur marron-noir, n'est efficace que sur du bois mature. Au regard de tout ce qui a été dit une question se pose : « Comment les habitants ont-ils acquis et développé cette expertise dans la valorisation de l'eucalyptus ? » L'hypothèse émise est : L'interaction dynamique entre savoirs ancestraux, observation des propriétés spécifiques de l'eucalyptus robusta par les paysans, adaptation et innovation conduit à la maîtrise de cet arbre.

Mots-clés : Pratiques traditionnelles, Eucalyptus, Manjakandriana

INEGALITES GEOGRAPHIQUES ET ACCES INEQUITABLE AUX SERVICES PUBLICS ESSENTIELS A MADAGASCAR

Miora ANDRIAMAMPIANDRA,
Université de Fianarantsoa

Cet article analyse le lien entre les disparités géographiques des différentes régions à Madagascar et l'accès aux services publics essentiels tels que la santé, l'éducation, les réseaux de l'énergie et à l'eau. Il met en lumière les défis structurels rencontrés par les populations rurales et périurbaines pour accéder à ces services souvent accessibles et fonctionnels que pour la population dans les zones urbaines. A Madagascar, même après plusieurs années de tentatives de décentralisation effective du pouvoir et de déconcentration des services, plusieurs prestations restent concentrées dans la capitale notamment l'octroi des visas, le passeport, les concours nationaux tels que celui de la magistrature ne se déroulent que dans la capitale. Ce problème de disparités territoriales met en exergue une problématique importante, en effet, il renforce les inégalités sociales et économiques car il démontre qu'une bonne partie de la population malgache n'a pas accès à des services publics qui leur sont essentiels afin d'améliorer leur qualité de vie notamment pour les soins les plus basiques, les opportunités d'emploi, les formations de qualité... L'objectif de cet article est donc de démontrer que les inégalités géographiques poussent une bonne partie de la population vers une migration forcée dans les zones plus développées ayant une dynamique plus importante en matière d'économie, d'opportunités. Cette situation mène indéniablement vers une surpopulation des zones urbaines qui créera un autre problème, par ricochet, lequel est l'augmentation de la demande en matière de services publics d'assainissement, de la distribution d'eau et d'électricité. Deux hypothèses, sont donc à considérer, d'un côté, les disparités territoriales entraînent une hypercentralisation des métropoles engendrant une urbanisation excessive. Deuxième hypothèse, cette situation engendre un problème majeur lequel est le déséquilibre en matière de décentralisation des services publics essentiels, censés améliorer la qualité de vie, des prestations au service du bien-être des administrés. L'article explore également les défis liés au dysfonctionnement des réseaux de l'énergie et de l'eau, deux éléments essentiels dans la santé publique, conséquences de la ruée de la population vers les zones urbaines. Bien que généralement, l'accès à l'eau est assuré en ville, la croissance rapide de la population ainsi que l'urbanisation incontrôlée ne joue pas en sa faveur. Dans les quartiers particulièrement surpeuplés, les citoyens sont souvent obligés de parcourir plusieurs distances pour accéder aux sources d'eau en à acheter par bidon, ce qui rend leur quotidien compliqué. Un autre point essentiel de cet article est la

disparité en matière de système de santé. Une situation qui met en exergue la faiblesse des services de soins chez nous. Les hôpitaux les plus équipés, les spécialistes sont concentrés dans la capitale. Les autres régions sont mal desservies avec peu de structures sanitaires et nombre réduit de personnel médical. Les patients des zones éloignées se plaignent des retards de diagnostic et a fortiori une élévation du taux de mortalité. Par ailleurs, cette faiblesse engendre également la hausse de la médecine de fortune, des charlatans aux huiles miraculeuses, la popularité des renin-jaza, des guérisseurs polyvalents soignant toute sorte de maladie et alimentant les croyances aux phénomènes surnaturels. Il est essentiel d'apporter des solutions à cette situation préoccupante. Il est donc essentiel de plaider pour une approche plus inclusive et équitable dans la distribution des services publics essentiels dans l'optique de garantir un développement plus équilibré et une meilleure gouvernance locale.

Mots-clés : Décentralisation déséquilibrée, Disparités territoriales, Services publics essentiels

POLITIQUES ENERGETIQUES ET DEVELOPPEMENT RURAL A MADAGASCAR : ENJEUX DE SOUTENABILITE ET DE GOUVERNANCE

Ludovic RAKOTOARIVELO, Ramisandrazana RAKOTOARISEHENO, Socrate
RANAIVOSON, Sitraka RANAIVOSOA-TOANDRO,
Centre National de Recherches sur l'Environnement

Les zones rurales malgaches, souvent confrontées à des défis d'accès aux services de base, possèdent un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables. Ces territoires, riches en ressources naturelles, offrent des opportunités pour répondre aux besoins énergétiques tout en promouvant des économies locales durables. Toutefois, les limites structurelles, les inégalités territoriales et une gouvernance encore insuffisamment adaptée freinent l'accès à des solutions énergétiques adaptées et durables. La problématique consiste alors à considérer dans quelle mesure la décentralisation peut-elle jouer un rôle dans une gestion énergétique qui tienne compte des réalités des communautés rurales ? L'objectif est de mettre en place une gouvernance énergétique décentralisée capable d'intégrer les spécificités locales. En effet, cette communication examine les interactions entre politiques énergétiques, organisation territoriale et économie locale dans une perspective de durabilité. Les données ont été analysées suivant des traitements et modélisations statistiques en s'appuyant sur des études de cas qui proposent des pistes pour une meilleure adaptation des solutions énergétiques aux spécificités des zones rurales. Les résultats révèlent qu'une économie énergétique inclusive et durable, construite sur des ressources renouvelables, contribue à réduire les disparités tout en favorisant l'autonomie des territoires. Les choix de développement énergétique dans ces zones illustrent une tension constante entre deux approches : la soutenabilité forte, privilégiant une stricte préservation des écosystèmes, et la soutenabilité faible, plus orientée vers une exploitation intensive des ressources pour répondre à des besoins immédiats. Enfin, dans le contexte des zones rurales malgaches, la transition énergétique ne peut se limiter à une simple adoption technologique. Elle implique une réorganisation des systèmes économiques et sociaux pour intégrer les savoirs locaux, renforcer les capacités des institutions et favoriser une planification territoriale équilibrée. Les projets d'électrification rurale à Madagascar reflètent ces enjeux, avec des infrastructures parfois conçues sans considération suffisante pour les impacts environnementaux et les dynamiques sociales locales. Ces réflexions visent à alimenter les débats sur le rôle des énergies renouvelables dans la transformation socio- économique des territoires ruraux de Madagascar et, plus largement, des îles de l'océan Indien.

Mots-clés : Transition énergétique, Gouvernance, Soutenabilité rurale

ANALYSE DE L'EFFECTIVITE DE LA PARTICIPATION PUBLIQUE EN EVALUATION ENVIRONNEMENTALE A MADAGASCAR : CAS DU PROJET D'EXPORTATION DE SABLE MONAZITE PAR LA SOCIETE QIT MADAGASCAR MINERALS (QMM) S.A

Tahiana Lucette RAKOTOARISAONA,
Ecole Doctorale « Gestion des Ressources Naturelles et Développement »
(ED-GRND) Equipe d'Accueil : Economie Politique des Ressources Naturelles (EPRN),
Université d'Antananarivo

Bruno RAMAMONJISOA,
ED-GRND

Zo Hasina RABEMANANJARA,
ED-GRND

Saholy RAMBININTSAOTRA,
ED-GRND

Manitra RAZAFINTSALAMA,
ED-GRND

La présence de la société QMM S.A à Fort-Dauphin, en tant que premier grand projet minier de Madagascar, constitue une forte potentialité pour le développement de la région Anosy. Toutefois, depuis sa phase d'exploitation, la société est confrontée à la récurrence des conflits sociaux avec les communautés locales. Cette situation amène à se poser la question : « Pourquoi les conflits sociaux persistent-ils vis-à-vis de ce grand projet minier ? ». Pour répondre à cette question, on part de l'hypothèse générale qu'il y a faible participation de ces communautés dans la prise de décisions les concernant. Face à cette problématique, la participation publique en évaluation environnementale constitue un des éléments clés de la démocratie environnementale en faveur de la gestion durable des ressources minières car elle permet d'éviter que personne ne soit laissée de côté. À travers la participation, le public mieux informé est considéré comme un partenaire ayant la possibilité de prendre part dans la négociation pour la balance des intérêts, ce qui permet de prévenir le conflit ou d'en réduire le risque. En effet, pour vérifier l'effectivité de la participation publique en évaluation environnementale du projet d'exportation de sable monazite par la société QMM, la présente analyse se déroule en trois étapes. D'abord, la vérification de la régularité du processus de consultation publique dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental (EIE) dudit projet, laquelle consiste à examiner la conformité des procédures suivies par rapport aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ensuite, l'examen de la représentativité du public consulté lequel a pour objet de comparer le nombre du public consulté au nombre

d'habitants de chacune des communes concernées par le projet. Pour s'assurer de la diversité du public consulté, cette analyse est complétée par des entretiens individuels suivis de cinq focus groups ayant réuni 64 personnes au sein des communautés locales issues de différentes catégories sociales. Enfin, l'examen de la prise en considération des résultats de consultation, lequel requiert des revues du Plan de Gestion Environnementale Spécifique sur la monazite et des divers rapports et études. Si la régularité du processus de consultation publique au cas d'espèce est confirmée, la qualité de la participation en termes de représentativité et de diversité est remise en cause vu le faible effectif du public consulté. De ce fait, malgré l'évaluation favorable de l'EIE sur ce projet, les problèmes sociaux persistent car la participation publique se limite à une photofinish servant essentiellement à prendre le pouls d'une communauté sur une intervention planifiée. En outre, les failles dans le système de contrôle et suivi environnementaux ne garantissent pas la prise en considération des résultats de consultation. Face aux lacunes du processus formel de participation publique, les communautés locales manifestent de diverses façons leur opposition à travers un processus informel. Ce qui explique la récurrence des conflits sociaux vis-à-vis de ce grand projet minier.

Mots-clés : Démocratie environnementale, Participation publique, QIT Madagascar Minerals



FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE
OCÉAN INDIEN



.le vivant